

Nie wieder Folter in Chile

Nunca más", mit diesen Worten schloss der chilenische Präsident Ricardo Lagos seine offizielle Ansprache zur Veröffentlichung eines neuen Berichts über Folter unter der Pinochet-Diktatur. Aufsehen erregt der Bericht vor allem wegen der detaillierten und schockierenden Beschreibungen - es wurden immerhin 28.000 anerkannte Folteropfer angehört. Diese sollen jetzt eine staatliche Rente von 160 Euro monatlich erhalten. Der Bericht belegt auch, dass die Folter systematisch war und vom gesamten Militär- und Sicherheitsapparat angewendet wurde. Dies wurde bisher von an der Pinochet-Dikatur Beteiligten anders dargestellt. Der ehemalige General Rene Norambuena bezeichnete den Bericht dann auch als "einseitig". Der amtierende Heereschef Emilio Cheyre dagegen veröffentlichte ein offizielles Schuldeingeständnis der Armeeestreitkräfte.

Le Collectif réfugiés est optimiste

"Le Collectif s'est réjoui d'avoir été invité", lit-on dans un communiqué suite à une entrevue du "Collectif réfugiés" avec les ministres des Affaires étrangères et de l'immigration et la ministre de la Famille. Parmi les sujets désagréables abordés, citons la surveillance des foyers par des firmes de sécurité ("quelques problèmes de démarrage") et les retours vers le Kosovo ("Le Collectif est très inquiet"). Les nouvelles positives semblent cependant dominer: le gouvernement aurait accueilli "avec bienveillance" l'avis du Collectif sur l'accélération de la procédure d'asile et a sollicité des propositions pour le nouveau centre de rétention. Enfin, le Collectif approuve la révision de la loi sur le séjour des étrangers, qui permettrait de "mettre les pendules à zéro pour les personnes sans-papiers". Le gouvernement serait-il en train d'infléchir sa position en matière de seconde régularisation?

"Richtig" Kind sein

Kinderrechte in Luxemburg durchzusetzen ist eine Sache, dies weltweit zu tun eine andere. Zum komplexen Thema Kinderarbeit hat die NGO "Aide à l'enfance de l'Inde" eine Arbeitsmappe für Grundschulen zusammengestellt. Wann ist Arbeit Kinderarbeit? Welche Arbeit ist nützlich für die Entwicklung, welche schädlich? Haben die Kinder das Recht, sich gegen schwere Arbeit zu wehren? Oder haben sie die Pflicht, mitzuhelfen? Luxemburgische SchülerInnen sollen angeregt werden, sich diese Fragen zu stellen, bezogen auf die Situation hierzulande und auf die in Indien. Die Mappe enthält Texte, Fallstudien, Lieder, jede Menge Spiele, zahlreiche Illustrationen und fertige Arbeitsblätter. Sie kann bestellt werden unter der Nummer 47 21 55 oder per E-Mail an aei@ltam.lu

Regards croisés sur l'Islam

Au-delà des préjugés et des diabolisations, porter sur l'Islam un regard qui cherche d'abord à comprendre, mais ne se prive pas d'interroger ou de critiquer. Telle a été la démarche du cycle de conférences organisé par l'Université du Luxembourg, qui se termine par un colloque de deux jours, les 3 et 4 décembre 2004. Le vendredi auront lieu des débats sur "Les peurs de l'Occident", et "L'islam et les migrations européennes". Le samedi sera consacré aux "relations entre le domaine religieux et le domaine public" et aux "apports possibles de la culture et du milieu islamiques". Les manifestations commenceront à 9h30 et se poursuivront jusque vers 17h. Elles auront lieu à l'Université, au bâtiment des sciences. L'entrée est libre. Programme détaillé: www.uni.lu sous "Manifestations".

INTERDIRE LES MINES

Face aux victimes

Après la publication
du rapport sur
l'interdiction des mines
il a y deux semaines,
Handicap International
soumet des proposition
pour le droit des victimes
lors du sommet contre
les mines de Nairobi.

Depuis l'entrée en vigueur en 1999 du traité qui interdit les mines antipersonnel, l'utilisation de cette arme dans le monde est en chute libre, les fonds disponibles pour l'action contre les mines ont crû de plus de 80 pour cent, plus de 1.100 kilomètres carrés ont été déminés et le nombre de nouvelles victimes de mines par an est en baisse, selon le rapport de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL) 2004. "Nous avons maintenant des informations suffisamment sûres et cohérentes pour affirmer que l'action contre les mines fait une différence pour des millions de personnes vivant dans des pays affectés par les mines," déclarait Stan Brabant, responsable de l'unité "Mine Policy" de Handicap International, tout en prévenant que les chiffres de l'action contre les mines devraient être considérés comme des estimations.

"La norme internationale interdisant les mines antipersonnel s'impose rapidement de par le monde, en particulier dans les pays les plus affectés où elle prend toute son importance," déclarait Jody Williams, lauréate du Prix Nobel de la Paix 1997 avec ICBL. "Mais de grands défis subsistent encore pour rallier certains gouvernements au traité, pour assurer son respect et son application, pour démi-

ner dans le délai de 10 ans imposé par le traité, et pour fournir une assistance appropriée aux victimes de mines," ajoutait Madame Williams.

Acharnement

42 États restent en dehors du Traité d'Interdiction des Mines, parmi lesquels la Chine, la Russie, et les Etats-Unis, la plupart du Moyen-Orient, la plupart des ex-républiques soviétiques, et de nombreux États d'Asie. En février 2004, les Etats-Unis ont abandonné leur objectif proclamé de se débarrasser des mines antipersonnel et de rejoindre le traité. Le rapport 2004 de l'Observatoire des Mines indique que 4 gouvernements ont utilisé des mines depuis mai 2003: Géorgie, Myanmar (Birmanie), Népal, et Russie. Ceci contraste avec les 15 gouvernements identifiés comme utilisateurs de mines antipersonnel dans la période 1998/1999.

"Un des plus grands succès du Traité d'Interdiction des Mines est que 65 États Parties ont terminé la destruction de leurs stocks, détruisant ensemble plus de 37 millions de mines antipersonnel, parmi lesquelles 4 millions dans l'année qui vient de s'écouler," déclarait Stephen Goose de Human Rights Watch, l'éditeur en chef de l'Observatoire des Mines. D'après le rapport 2004 de l'Observatoire des Mines, 83 pays sont affectés par les mines, parmi lesquels 52 États parties au Traité d'Interdiction des Mines.

Le nombre de nouvelles victimes de mines est en baisse dans la plupart des pays affectés par les mines en 2003, et a baissé de manière significative dans certains pays lourdement affectés comme l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, le Liban et le Sri Lanka. L'Observatoire des Mines a identifié 8.065 nouvelles victimes de mines et d'engins non explosés en 2003, comparé à 8.333 en 2002. Cependant, de nombreux accidents ne sont pas rapportés et l'Observatoire des Mines estime qu'il y a entre 15 et 20.000 nouvelles victimes de mines chaque année dans le monde - nettement moins que les 26.000 nouvelles victimes par an estimées dans les années 90. "La réduction du taux d'accident est encourageante, mais il y a encore un nombre effrayant de personnes, en particulier des enfants, qui sont tuées et blessées par les mines chaque année dans toutes les régions du monde," déclarait Stan Brabant de Handicap International.

Droits des victimes

Les progrès majeurs enregistrés ces cinq dernières années au niveau de la prévention de l'utilisation des mines et du

déminage n'ont pas été accompagnés de progrès comparables au niveau de l'assistance aux victimes. L'Observatoire des Mines estime qu'il y a entre 300.000 et 400.000 survivants de mines dans au moins 121 pays à ce jour. De 1999 à septembre 2004, l'Observatoire des Mines a enregistré plus de 42.500 nouvelles victimes de mines et d'engins non explosés dans au moins 75 pays. Cependant, les fonds consacrés à l'assistance aux victimes ont diminué ces dernières années et représentent une part toujours moins importante du financement global de l'action contre les mines.

Le Traité d'interdiction des mines prévoit que "chaque Etat partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance pour les soins aux victimes des mines, pour leur réadaptation, pour leur réintégration sociale et économique...". La conférence d'examen de cette convention, qui se tient en Afrique, le continent le plus miné au monde, doit être l'occasion de rappeler les gouvernements à leurs obligations.

Ce pourrait être également une opportunité pour que soit envisagée d'une manière différente la responsabilité de la communauté internationale face à l'injustice subie par les victimes, leurs familles et leurs communautés. Un mécanisme d'indemnisation pourrait permettre de garantir la couverture de leurs besoins. Le rapport de Handicap International Quel droits pour les victimes? aborde les questions de la réparation et de la compensation: il analyse les éléments du droit international humanitaire et du droit de l'environnement, ceux relatifs aux Droits de l'Homme ainsi que les lois nationales qui peuvent être pertinentes dans le cas des victimes de mines, et étudie des fonds d'indemnisation déjà existants. Le rapport a été présenté à Nairobi, en présence de victimes de mines. Il a pour but d'engager un débat constructif sur cette question aujourd'hui sans réponse.

Handicap International
Rédaction: woxx

*Le rapport de l'ICBL
peut être consulté sous
[http://www.icbl.org/
lm/2004/report](http://www.icbl.org/lm/2004/report)*



Jean-Claude Juncker, de dos.
(Photo: Campagne de Handicap International)